

Questions orales

Je voudrais savoir si le premier ministre croit encore que d'autres compressions ne sont pas nécessaires ou s'il faudra attendre le retour du ministre des Finances à la Chambre pour avoir un autre son de cloche.

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales)): Monsieur le Président, je pense que le député n'a pas lu notre budget assez attentivement.

S'il l'avait fait, s'il avait lu nos prévisions très prudentes, il saurait que l'objectif de 3 p. 100 du PIB est bien à notre portée et conforme aux prévisions.

Je dirai de plus au député que les gens à qui j'ai parlé sont les prévisionnistes de la Banque Royale du Canada et du Conference Board, qui ont fait paraître de nouvelles projections la semaine dernière. Et je connais personnellement la plupart d'entre eux.

Le Président: Chers collègues, peut-être l'avons-nous oublié pendant le congé, mais la coutume veut qu'on ne brandisse pas de documents ou de livres dans cette enceinte. Cela nuit au décorum. Je demande donc à tous les députés de respecter cette coutume.

* * *

[Français]

LA FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Dans une entrevue accordée au quotidien *Le Devoir*, le premier ministre du Québec réitérait sa volonté d'obtenir le rapatriement des responsabilités fédérales en matière de formation de la main-d'oeuvre, et je le cite: «Le Québec a toujours su mieux faire que le fédéral dans les activités de formation professionnelle, je ne signerai pas à rabais.»

Le premier ministre entend-il donner suite à la demande renouvelée du gouvernement du Québec et transférer au Québec la totalité des responsabilités fédérales en matière de formation de la main-d'oeuvre avec les budgets correspondants?

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique): Monsieur le Président, nous avons eu des discussions et nous continuons à avoir des discussions avec la province de Québec sur la formation de la main-d'oeuvre. Nous nous sommes mis d'accord jusqu'ici sur certains points, y compris celui du guichet unique, sur lequel un nombre de provinces ont également donné leur accord lors de la dernière réunion à Toronto, je crois, du ministre du Développement des ressources humaines.

• (1445)

Il est vrai que le premier ministre du Québec a indiqué qu'il désirait continuer d'avoir des négociations sur la maîtrise d'oeuvre. Nous avons pris en considération les arguments qu'il nous a donnés et nous continuerons à en discuter avec la province de Québec.

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, je demande donc au ministre qui semble avoir beaucoup de discussions, si on doit comprendre de sa réponse qu'il discutera tant et aussi longtemps que la campagne électorale ne sera pas déclenchée au Québec et que l'on proposera aux Québécois une entente à la Bourassa-Campbell, c'est-à-dire un autre écran de fumée.

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique): Monsieur le Président, je n'ai pas à juger si l'entente Bourassa-Campbell était un écran de fumée ou non. J'imagine que le peuple a déjà donné son verdict.

Sur la question générale, il est clair que nous allons d'abord procéder à la réforme sur la sécurité du revenu et que les ententes que nous aurons à l'avenir avec toutes les provinces, y compris la province de Québec, devront tenir compte des accords devant prendre place sur les réformes à venir.

* * *

[Traduction]

LA CRÉATION D'EMPLOIS

Mme Dianne Brushett (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre du Développement des ressources humaines.

Le gouvernement a dit à maintes reprises qu'il plaçait la création d'emplois au premier rang de ses priorités. C'est pourquoi le ministre a abaissé les cotisations d'assurance-chômage et annoncera sous peu la stratégie du gouvernement à l'intention des jeunes.

Quels autres faits le ministre peut-il signaler pour montrer vraiment aux Canadiens, notamment ceux de la Nouvelle-Écosse, que les politiques de création d'emplois du gouvernement donnent des résultats?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien): Monsieur le Président, les chiffres publiés la semaine dernière, qui traduisent une très forte baisse du chômage, sont sans doute le signe le plus important que la confiance renaît au Canada.

En particulier, en Nouvelle-Écosse, la baisse a été de 0,7 p. 100, et presque 10 000 emplois y ont été créés. Les chiffres montrent aussi que les trois quarts des nouveaux emplois sont des emplois stables et à plein temps, non pas à temps partiel comme par le passé.

Je conviens avec la députée qu'il est très important de nous soucier de manière spéciale de ceux qui éprouvent le plus de difficulté sur le marché du travail. Les jeunes doivent demeurer une priorité pour tous les députés, car ce sont eux qui ont encore le plus besoin de notre aide pour retrouver du travail.